

L'Institut de l'économie pour le climat

I4CE EN CHIFFRES

25 
Collaborateurs

40+ 
Événements par an

30+ 
Publications par an

5000+ 
Followers sur Twitter

+6 000 
Abonnés
à la newsletter

NOTRE MISSION

L'Institut de l'économie pour le climat est une association experte de l'économie et de la finance, dont la mission est de faire avancer l'action contre les changements climatiques.

Grâce à ses recherches appliquées, l'Institut contribue au débat sur les politiques liées au climat. Il rend aussi publiques des analyses pour appuyer la réflexion des institutions financières, des entreprises ou encore des territoires et les aider à intégrer concrètement les enjeux climatiques dans leurs activités.

I4CE

INSTITUTE FOR
CLIMATE
ECONOMICS

Une initiative de la Caisse des Dépôts et
de l'Agence Française de Développement

Relance : comment financer l'action climat

Hadrien Hainaut, Maxime Ledez, Quentin Perrier, Benoît Leguet

8 juillet 2020

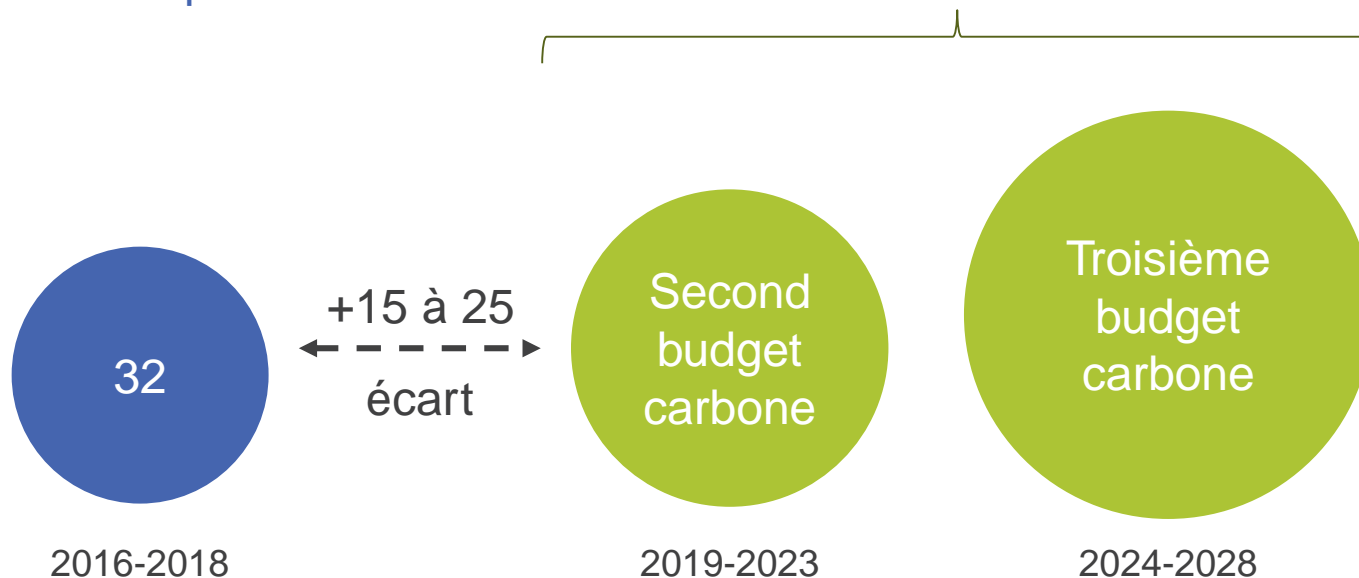
8 juillet 2020

Dès avant la crise, la France n'investissait pas assez pour atteindre ses objectifs en matière de climat

Investissements en faveur du climat en France
(efficacité énergétique, énergies renouvelables, infrastructures durables)

Historique

Objectif national : neutralité carbone



En milliards d'euros par an

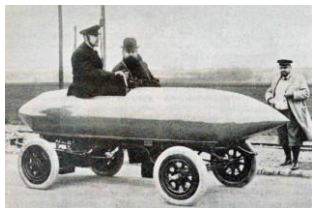
Source: I4CE, Panorama des financements climat, édition 2019

Les budgets carbone sont définis dans la Stratégie nationale bas-carbone (avril 2020)

Quelles mesures sont nécessaires pour encourager les investissements en faveur du climat ?



- Des aides, des prêts et un accompagnement de A à Z pour les ménages qui entreprennent des rénovations globales et performantes ;
- Un bonus automobile renforcé pour les voitures électriques des particuliers, des bornes de recharge en accès libre financées par l'Etat et les collectivités ;
- Des budgets pour un réseau ferroviaire, des transports en commun rénovés et étendus vers la périphérie des villes, davantage de pistes cyclables ;
- Des aides et des prêts pour encourager la production **d'électricité, de gaz et de chaleur renouvelables**



Pour chaque secteur étudié, une analyse des mesures et de leur financement

Fiche détaillée pour chacun des 13 secteurs

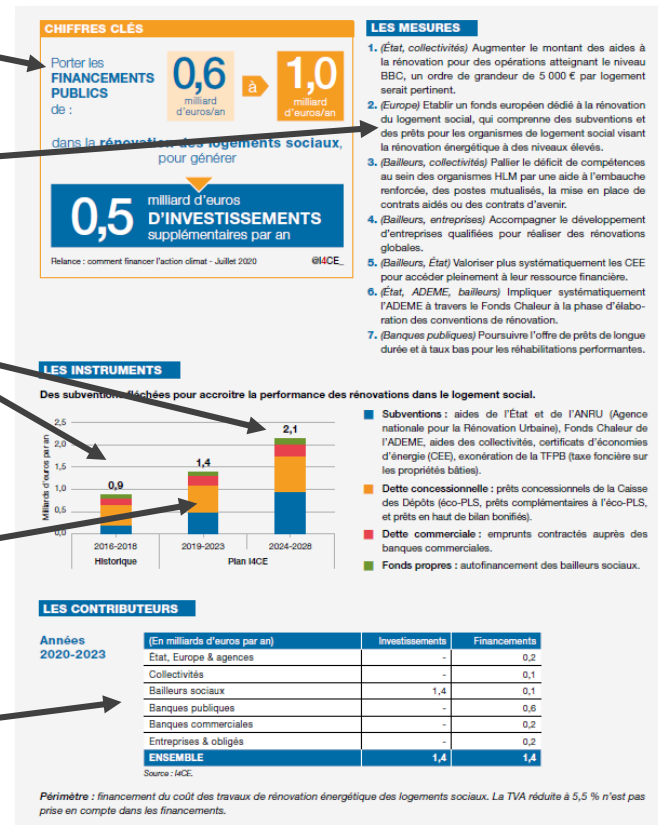
Résumé des effets de levier attendus

Mesures-clés destinées à améliorer le bilan économique des actions du point de vue des porteurs de projet

Progression des niveaux d'investissement en phase avec objectifs nationaux (SNBC, PPE)

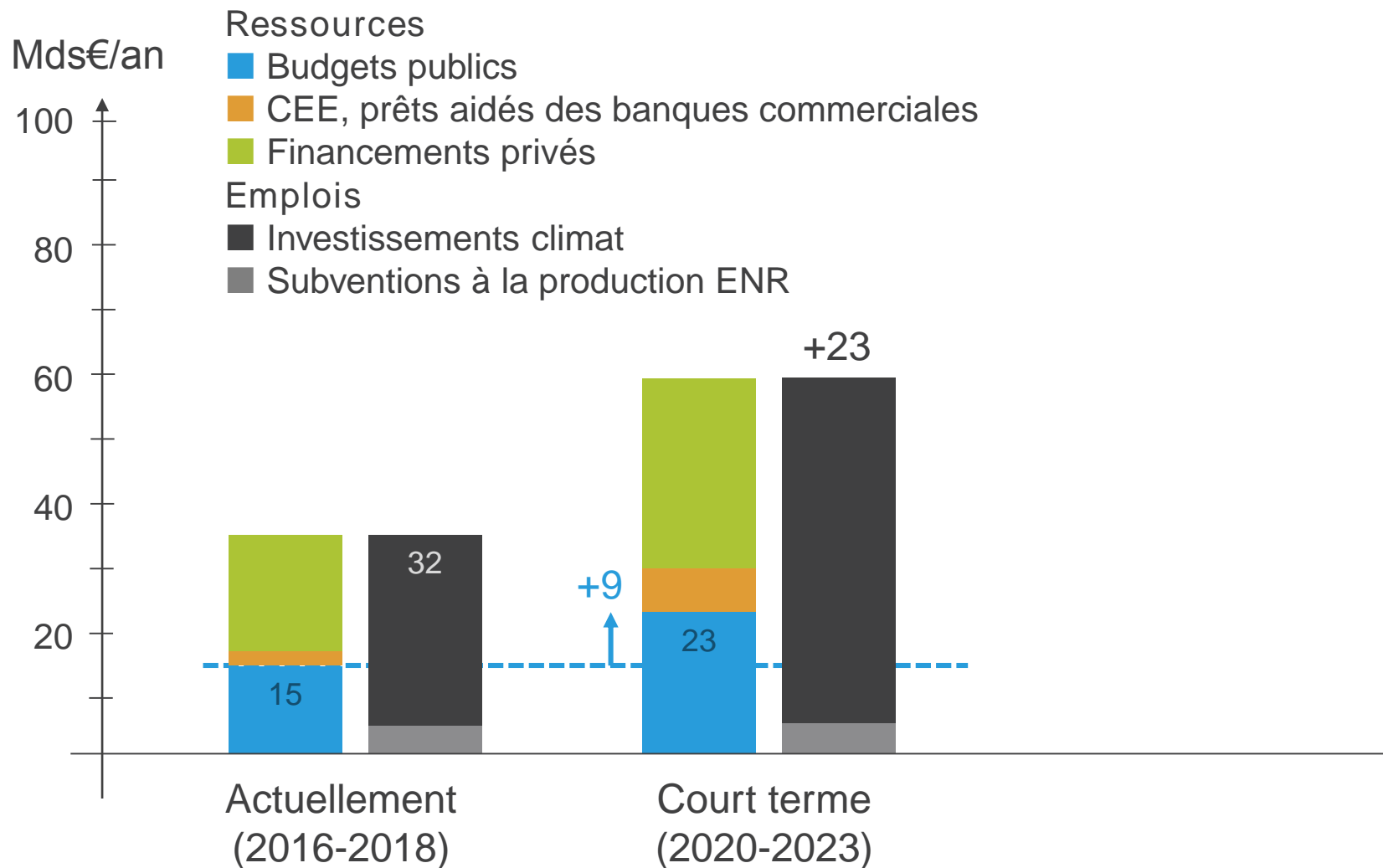
Répartition des investissements par instrument, reflète notre évaluation de l'amélioration des conditions économiques

Répartition des investissements par type d'acteur économique contribuant au financement



+ Une synthèse en une page résumant l'approche privilégiée : quels outils retenir, quelles marges de manœuvre pour améliorer l'effet de levier, quelles pistes n'ont pas été explorées.

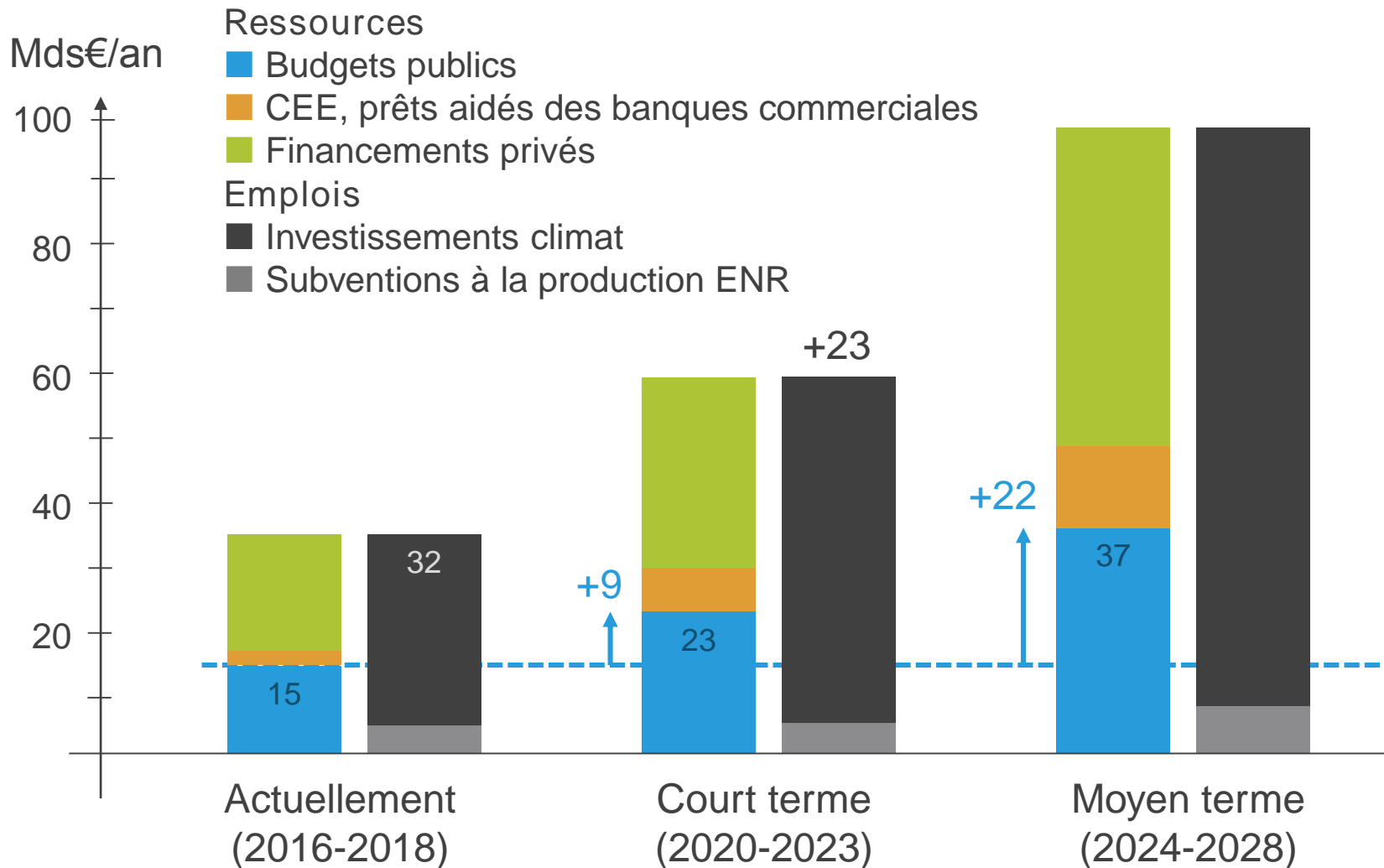
A court terme, un financement public additionnel de 9 Mds€/an suffirait à garder le cap sur les objectifs climat



Aujourd'hui, une impulsion publique est cruciale, modeste et sans regrets

- Cruciale, car sans aides les projets ne verront pas le jour
- Modeste, car l'argent public entraîne les financements privés (effet de levier)
- Sans regret, au regard des bénéfices attendus :
 - Contribution à la relance : stabiliser les marchés d'investissement, qui abritent 350 000 emplois d'après l'ADEME ;
 - A terme, un effet favorable sur l'activité (PIB), l'emploi (300 000 à 500 000 ETP supplémentaires à horizon 2030) et sur les finances publiques ;
 - Des coûts sociaux évités par la réduction de la pollution de l'air, ici et maintenant.

A moyen terme, besoin d'argent public atteint 37 Mds€/an soit 22 Mds€ de plus qu'aujourd'hui



Le véritable enjeu financier est à moyen terme

- Le besoin d'argent public atteint 37 Mds€/an soit 22 Mds€ de plus qu'aujourd'hui, car :
 - De plus en plus de projets à soutenir ;
 - Certains projets se passent d'aides publiques : apprentissage, économies d'échelle, réglementation ;
 - D'autres en ont davantage besoin, par exemple la rénovation thermique des ménages modestes.
- Le montant devient conséquent, les bénéfices le justifient toujours, mais son financement fait débat

L'argent, même public, ne fait pas tout



- Accompagnement des ménages, PME, collectivités
- Formation des professionnels
- Réglementation, normes
- Recherche

Depuis mars, les capacités d'autofinancement des principaux porteurs de projet se dégradent

APERÇU DES DIFFICULTÉS FINANCIÈRES RENCONTRÉES PAR LES PORTEURS DE PROJETS

Porteur de projet	Impliqué dans...	Difficultés rencontrées
Opérateurs de transport et autorités organisatrices de la mobilité	Infrastructures TCU Autobus bas-carbone	Les recettes du versement mobilité ont baissé pendant la période de confinement car les salariés en chômage partiel ne font pas partie de l'assiette. Les recettes du trafic ont baissé pendant la période de confinement et restent en-dessous de leur niveau historique depuis.
Agence de financement des infrastructures de transport (AFITF)	Infrastructures TCU et ferroviaires	Les recettes de la TICPE et la taxe sur les billets d'avion, affectées à l'agence, sont en baisse en raison des déplacements annulés pendant la période de confinement.
Energéticiens et leurs filiales développant les énergies renouvelables	Energies renouvelables (électricité, gaz, chaleur)	Le prix des énergies a baissé pendant la période de confinement, privant ces entreprises de recettes sans effacer une partie des charges correspondantes. Toutefois, les revenus des producteurs d'énergies renouvelables sont globalement préservés.
Gestionnaires des bureaux tertiaires	Rénovation des bâtiments tertiaires	Le recours durable au télétravail risque de réduire la demande pour les espaces de bureaux.
Collectivités territoriales	Rénovation des bâtiments publics, véhicules bas-carbone	Plusieurs recettes fiscales devraient baisser en 2021, notamment celles sur les transports (TICPE) et sur l'activité.
Bailleurs sociaux	Rénovation des logements sociaux, construction	La perte d'activité et d'emplois se traduirait par une hausse des loyers impayés.
Agriculteurs	Méthanisation	Les produits labellisés, souvent vendus aux restaurateurs, se sont moins bien écoulés pendant la période de confinement. On observe aussi des tensions sur la main d'œuvre.
Ménages	Construction et rénovation des logements, dont précarité énergétique	Cas particulier : leurs revenus ont été globalement préservés pendant la période de confinement et ils ont accumulé une épargne importante. Mais les plus modestes craignent pour leurs revenus.

Ce qui n'est pas traité dans le rapport

1. La mesure de l'impact de la crise sur les porteurs de projet et les moyens de leur rétablissement ;
2. Des objectifs plus ambitieux que ceux de la SNBC, notamment -55% en 2030 comme le propose le Parlement européen ;
3. Les enjeux particuliers de l'agriculture, de l'alimentation, de l'industrie, du nucléaire

Annexes

Equilibres financiers

Financements en faveur du climat : bâtiment, transports, énergie

(en milliards d'euros par an)	Actuellement 2016-2018	A court terme 2020-2023	A moyen terme 2024-2028
Financements publics	15	23 (+9)	37 (+22)
Financements privés	22	36	60
Total	37	60	97
Dont investissements	32	54	89
Dont subventions à la production renouvelable	5	6	9
Effet de levier global	1 pour 3	1 pour 3	1 pour 3

Note: L'effet de levier porte sur les investissements, par conséquent nous le calculons sans les subventions à la production d'ENR. Par exemple, l'effet de levier historique est calculé ainsi : 15mds€ financements publics – 5 dédiés à la subvention ENR, soit 10 mds€ ont généré 32mds€ d'investissement = effet de levier de 1 pour 3,2. Au sein du plan, l'effet de levier diffère selon les secteurs, l'effet de levier global reflète à la fois les choix propres à chaque secteur et le poids des secteurs dans le total des investissements.